RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN : AFFAIRE NGARBUH ; QUATRE ÉLÉMENTS DES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ DÉCLARÉS COUPABLES PAR LE TRIBUNAL MILITAIRE DE YAOUNDÉ LE 15 JANVIER 2026

NOTE DE POSITION DU REDHAC, NOUVEAUX DROITS DE L'HOMME-CAMEROUN (NDH-CAMEROUN) ET UN MONDE AVENIR (1MA)

Douala-Cameroun, le 23 janvier 2026 : Le REDHAC, NDH-Cameroun et 1MA restent très préoccupés par la situation sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; et suivent avec attention le procès du massacre des civils dans le village *Ngarbuh* constitués majoritairement des femmes et des enfants.

Les faits :

Le 15 janvier 2026, l'Affaire Ngarbuh a connu une étape importante au Tribunal Militaire de Yaoundé. En effet TATA NFOR, le sergent BABA Guida, le soldat de 1ère classe HARANGA et le gendarme SANDING SANDING Cyrille ont été déclarés coupables de meurtre, incendie et violence sur femme enceinte lors du massacre du 14 février 2020 ayant couté la vie à une vingtaine de personnes, parmi lesquelles 13 enfants et 1 femme enceinte.

De façon plus détaillée, le Tribunal a déclaré :

- Tata Nfor alias Bullet coupable de coaction de meurtre et incendie ;
- Les accusés Baba Guida et Sanding Sanding Cyrille quant à eux ont été déclarés coupables de violation de consigne, coaction de meurtre et incendie ;
- L'accusé Haranga Gilbert pour sa part a été déclaré coupable des faits de violation de consigne, coaction de meurtre, incendie et violence sur femme enceinte.

L'affaire a été renvoyée au 19 février 2026 pour comparution des ayants droit des victimes, présence des conseils des ayants droit, constitution éventuelle de partie civile, réquisition du Ministère Public sur la peine et les plaidoiries des avocats.

1. Rappel des faits et des avancées judiciaires,

Le 14 février 2020, au plus fort de la crise dite anglophone, des éléments des forces de défense et de sécurité camerounaises, accompagnés des membres du comité de vigilance de l'ethnie *fulanie* ont fait irruption à *Ngarbuh* ; localité située dans la région du Nord-Ouest tuant au moins 21 civils parmi lesquels 13 enfants et 1 femme enceinte. Dans leur passage, ils ont également incendié et pillé plusieurs maisons d'habitation.

Les événements tragiques de *Ngarbuh* ont été suivis d'enquêtes officielles, et de procédures judiciaires ayant conduit à l'établissement de la culpabilité de certains de ces éléments de forces de défense et de sécurité camerounaises, reconnus responsables des faits constitutifs de violations graves des droits humains.

Le REDHAC, NDH-Cameroun et 1MA prennent acte de ces condamnations, qui constituent une étape importante dans la lutte contre l'impunité.

2. Une justice aux avancées certaines mais encore insuffisantes,

Si ces décisions judiciaires marquent une avancée, le REDHAC, NDH-Cameroun et 1MA soulignent qu'elles ne sauraient clore le dossier. La justice doit être complète, indépendante et équitable, couvrant l'ensemble de la chaîne de responsabilité, et accompagnée de réparations effectives et conséquentes pour les victimes et leurs familles.

3. Responsabilité de l'État et protection des civils,

Le REDHAC, NDH-Cameroun et 1MA rappellent que l'État camerounais a l'obligation, en toutes circonstances, de protéger les populations civiles, de garantir le respect du droit international humanitaire et des droits humains.

Recommandations :

Le REDHAC, Nouveaux Droits de l'Homme-Cameroun (NDH-Cameroun) et Un Monde Avenir (1MA) appellent les autorités camerounaises à :

- Garantir la poursuite des enquêtes afin que toutes les responsabilités soient établies et des sanctions appropriées retenues ;
- Assurer des réparations adéquates aux victimes (indemnisation, réhabilitation, reconnaissance) ;
- Mettre en place des mesures de non-répétition, notamment par la formation des forces de défense et de sécurité au droit international humanitaire et aux droits humains ;
- Renforcer l'accès à la justice et la protection des défenseur(e)s des droits humains, des témoins et des journalistes dans les zones de conflit ;
- Mettre en place les mécanismes efficaces pour une résolution pacifique de cette crise qui dure depuis 10 ans et qui a fait de nombreuses victimes tant du côté des civils que de l'armée, sans compter les autres défis socio-économiques.

Dans le même sillage des exactions sur les civiles, les présumés séparatistes se sont attaqués le 14 janvier 2026 à la communauté *Mbororo* dans la localité de *Guidado,* située dans l'arrondissement de *Ndu* (département de *Donga-Mantung*), région du Nord-Ouest massacrant 14 personnes parmi lesquelles 3 enfants et 6 femmes.

Le REDHAC, NDH-Cameroun et 1MA condamnent avec fermeté ce énième massacre de cette communauté et demandent une enquête d'établissement des faits afin que les coupables

répondent de leurs actes devant les juridictions compétentes, impartiales et indépendantes à l'effet d'éviter l'extermination de cette communauté.

À l'Union Africaine (Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples) (CADHP)

Le REDHAC, NDH-Cameroun, et 1MA recommandent d'appeler l'État du Cameroun à respecter scrupuleusement :

- la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) ;
- le Protocole de Maputo relatif à la protection de la femme ;
- la Charte Africaine des droits et du bien-être de l'enfant.

REDHAC